

La prison vue comme constructrice d'identités en lutte : enjeux
et stratégies des prisonnières politiques péruviennes dans la
recherche d'une nouvelle visibilité sociale

CAMILLE BOUTRON

IHEAL-CREDAL

RÉSUMÉ

Entre 1980 et 1997, le Pérou doit faire face à un violent conflit armé qui aujourd'hui encore persiste à diviser l'ensemble de la société péruvienne. En effet, à l'encontre de l'ensemble des pays de la région, le conflit armé interne péruvien semble s'être résolu par un retour à l'autoritarisme et une forte marginalisation des individus ayant milité au sein de l'un des deux groupes subversifs. Cette marginalisation s'exprime avant tout par une tentative de mise à l'écart justifiée par une criminalisation des personnes convaincues d'avoir soutenu les partis politiques rebelles. Pour cette raison, entre le milieu des années 80 et la fin des années 90, les prisons péruviennes ont accueilli des milliers d'individus, hommes, femmes et enfants, soupçonnés d'être en lien avec les guérillas. Si un grand nombre de personnes ont été libérées avec le retour à la démocratie à partir de 2000, il reste encore aujourd'hui un petit millier de prisonniers purgeant une peine de prison pour « délit de terrorisme ».

Cet article se propose d'analyser les stratégies mises en places par ces individus dans leur lutte pour la survie d'une identité sociale autonome et se centrera en particulier sur le cas des prisonnières politiques. Les femmes, à partir de caractéristiques dictées par leur spécificité de genre, développent un ensemble d'initiatives particulier au sein de l'espace carcéral qui peut alors être pris comme modèle pour l'ensemble des détenus politiques au Pérou.

ABSTRACT

From 1980 to 1997, Peru had to deal with a violent armed conflict that is still dividing society today. While other countries of the region solved their conflicts through negotiation and demobilization, Peru found its solution in a return to authoritarianism and by severely marginalizing people who had participated in the conflict within armed groups. This marginalization was justified by their criminal behavior and for this reason, Peruvian jails from the mid 1980s to 2000 were filled with thousands of people, men, women and children, suspected of having contacts with guerilla movements. If a lot of these people were freed with the return to democracy in the year 2000, a thousand others are still held in jail sentenced for «terrorism» offenses.

This article proposes to analyze the strategies developed by the Peruvian political prisoners in search of a new social identity, focusing more particularly on women's actions. In fact, we will see that women succeed better than men in a collective mobilization within prison, due to gender specificities adapted to the characteristics of closed spaces. These initiatives can then serve as models for the political prisoners of Peru in general.

Entre 1980 et 1997¹ le Pérou est secoué par un violent conflit armé interne qui marquera de façon irréversible les identités politiques et historiques de ce pays au 21^{ème} siècle. La Commission Vérité et Réconciliation (CVR), dont le rapport final a été rendu public en septembre 2003, fait état d'environ 70 000 morts et disparus dont plus de la moitié seraient sous la responsabilité du mouvement maoïste ultra violent Sentier Lumineux. Le conflit ayant été résolu par le biais de la capitulation des groupes armés obtenue par la criminalisation de leurs membres, mis à part le MRTA, la société post conflictuelle telle qu'elle se construit aujourd'hui au Pérou reste extrêmement polarisée autour d'une division spécifique des responsabilités dans la catastrophe représentée par le conflit. En effet, bien que l'Etat (police, armée) soit responsable, selon la CVR, de plus de 30% des victimes et de la majorité des violences sexuelles et actes de torture pratiqués tout au long de cette période de violence politique, l'opinion publique continue de se mobiliser autour de la «culpabilité» des groupes armés décrits comme subversifs (Sentier Lumineux, Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru, MRTA). Ces derniers sont considérés en effet comme les principaux responsables des désastres politiques, économiques et sociaux issus de leur confrontation avec l'Etat.

Bien que plus de dix ans soient passés depuis le dernier acte de subversion politique significatif, les individus étant reconnus comme ayant participé à des activités politiques ou militaires de l'un ou l'autre des deux groupes doivent faire face à une forme de marginalisation sociale. Cette dernière est légalisée par diverses dispositions juridiques ayant été prises depuis les années 1980 au travers des différentes tentatives pour juguler le conflit, puis a été par la suite intégrée aux nombreux discours construits autour des questions de politiques sécuritaires, articulées notamment autour de la problématique représentée par l'économie délictuelle du narcotrafic².

Cet article se propose d'analyser les initiatives de femmes qui ayant participé au conflit au sein des groupes subversifs ont été alors placées en détention et condamnées à de lourdes peines de prison. Si la perspective de genre est ici privilégiée, c'est parce qu'elle permet de mettre en lumière un phénomène de «double résistance», l'une politique et

¹ 17 mai 1980: «déclaration de guerre» à l'Etat péruvien prononcée par le groupe maoïste Sentier Lumineux, déclaration symbolisée par la destruction d'urnes électorales. 22 avril 1997, libération des otages par 14 membres du MRTA (Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru, d'option guévariste) retenus depuis décembre 1996 dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima.

² F. Durand, *El Perú fracturado. Formalidad, informalidad y economía delictiva*, Lima, Fondo Editorial del Congreso del Perú, 2007, p. 90.

l'autre féministe, à la fois au niveau individuel et collectif, dans une société qui a instauré des modes de «punition» différents selon le sexe de l'individu. Si la résistance de ces femmes ex combattantes est double selon les objets qu'elle attaque, elle est aussi divisible dans le temps, puisqu'il existe un «avant», «pendant» et «après» la prison. Nous nous intéresserons cependant plus particulièrement au «pendant», ce qui nous permettra de mettre en lumière les différents rapports de pouvoir s'exerçant au sein des groupes de prisonnières elles-mêmes mais aussi dans les relations entretenues par ces dernières avec l'Etat et le reste de la société. Nous verrons que les actions et pensées collectives construites au sein de l'espace carcéral deviennent l'expression ultime d'une résistance qui trouve ses fondements tout autant dans l'opposition à un modèle de société qu'à l'élaboration de stratégies de survie d'une «identité sociale» à la recherche d'un écho en dehors du pénitencier.

Le choix de la perspective de genre peut être considéré comme un outil fondamental dans la compréhension de la polarisation de la société péruvienne post conflictuelle autour d'une forme de sexualisation du coupable (le «terroriste», vaincu, revêt les attributs sociaux et symboliques traditionnellement assimilés à la féminité) et de «biologisation» du risque de société (le contrôle des corps permet d'éviter les catastrophes). De fait, les opportunités et modes de résistance décrits plus haut seraient instrumentalisés au sein d'un vaste appareil de contrôle social dont la stratégie viserait à tolérer un espace spécifique aux prisonniers politiques. La volonté de maintenir les prisonniers politiques en marge de ce que l'on pourrait appeler «les populations légales» va paradoxalement de pair avec une certaine acceptation de leur existence, qui doit pouvoir servir de constant rappel d'un danger imminent. Nous nous plaçons ainsi dans la théorie foucauldienne qui envisage les diverses résistances, et notamment celles qui ont cours au sein des prisons, comme un ensemble de facteurs permettant l'institutionnalisation des pouvoirs régissant l'ordre social³.

L'une des hypothèses émises dans cet article sera alors de se demander si les conditions spécifiques d'incarcération des femmes ayant participé aux activités politiques et militaires des groupes subversifs, ne permettraient-elles pas l'élaboration d'une stratégie d'échappatoire au contrôle politique dominant. En ce sens, on peut alors se demander si leurs actions individuelles et collectives ne représenteraient pas la base des différentes initiatives de résistances prises par l'ensemble des prisonniers politiques tous sexes confondus.

Nous verrons ainsi dans un premier temps comment la prison représente un processus de marginalisation, allant jusqu'à exprimer un facteur identitaire commun capable de surpasser les différentes fragmentations existantes au sein du groupe représenté par les prisonnières politiques péruviennes. Nous nous attacherons à montrer ensuite

³ M. Foucauld, «Le pouvoir une bête magnifique», *Dits et écrits*, t.3, Paris, Gallimard, 1994, p. 382

comment les prisonnières politiques péruviennes représentent une forme d'élite de la population carcérale féminine. Nous pourrions nous rendre compte qu'elles présentent un ensemble de spécificités pouvant être considérées alors comme des caractéristiques de leur résistance, aussi bien face à l'Etat qu'aux discriminations propres à leur sexe. Enfin, nous nous demanderons dans quelle mesure le contrôle des individus reconnus comme prisonniers ou ex prisonniers politiques ne représenterait-il pas un instrument politique de prévention du risque social. Dans ce cas, les diverses initiatives de résistance des prisonnières politiques péruviennes semblent permettre la mise en place d'un nouvel ensemble de stratégies d'action collective échappant au contrôle de l'Etat.

Les données utilisées dans cet article auront pour source principale les neuf mois de terrain réalisés au sein des pénitenciers de haute sécurité de Chorrillos II (femmes) et Canto Grande (hommes) ainsi que plusieurs témoignages et observations retenus à cette même époque en dehors du système carcéral.

LA PRISON COMME RUPTURE ET CONTINUITÉ D'UNE MOBILISATION COLLECTIVE

Le Pérou n'est pas le seul pays latino-américain à expérimenter un conflit armé interne dans le dernier tiers du 20^{ème} siècle. Il apparaît cependant comme le seul de la région à avoir rejeté en bloc la voie de résolution de conflit par le biais de la négociation et de la démobilisation des acteurs armés en lui préférant l'établissement d'une politique de criminalisation des groupes armés subversifs ; cette stratégie s'exprime avant tout par la marginalisation des individus reconnus publiquement comme ayant participé à des actions armées, qui deviennent dès lors des éléments constitutifs de la construction sociale d'un « ennemi intérieur ». En ce sens, les logiques politiques de résolution de conflit exprimées par les différents gouvernements péruviens ayant eu à faire face à la violence politique du début des années 80 jusqu'aux années 2000 se rapprochent plus de celles adoptées dans les années 70 par les dictatures du cône Sud. On comprend mieux alors la spécificité que représente le Pérou lorsque l'on s'arrête sur les différents processus de réconciliation et de résolution de conflit. Comme le soulignent Daniel Mouchard et Sandrine Lefranc, alors que les pays du cône Sud ont procédé à une réhabilitation sociale des « ennemis d'hier », le Pérou tend plus à s'apparenter à l'Italie des années de plomb lorsqu'elle met en place à partir de la fin des années 70 différents dispositifs juridiques d'exception caractérisés essentiellement par une extension des pouvoirs de police, de justice et une réduction des droits des inculpés⁴.

Ce paradoxe peut en partie s'expliquer par le fait qu'à l'inverse de la plupart de ses voisins, le Pérou entre dans une période de violence politique en même temps que

⁴ D. Mouchard, S. Lefranc, « Réconcilier, réprimer : les « années de plomb » en Italie et les transitions démocratiques dans le cône Sud latino-américain », *Cultures et Conflits*, 4, 2000, p. 63-89.

dans un processus de transition démocratique, après plusieurs décennies d'instabilité politique caractérisées par de fréquentes interventions de gouvernements militaires, le plus connu d'entre eux étant celui du Général Velasco entre 1968 et 1975. Le moment précis choisi par les groupes politiques subversifs pour déclarer leur opposition armée à l'Etat est le retour à la démocratie⁵. Par ailleurs, la violence du conflit armé a commencé à décliner par le biais d'un retour à l'autoritarisme symbolisé par l'*autogolpe*⁶ du président Fujimori le 5 avril 1992, l'adoption de lois « antiterroristes » d'exception (bien avant le *Patriot Act*), et la mise en place d'une nouvelle Constitution ayant permis entre autres la diffusion et l'institutionnalisation de pratiques de corruption allant à l'encontre de l'Etat de droit.

Le cas italien tel qu'il est décrit par Isabelle Sommier⁷ semble le plus à même d'illustrer le processus de résolution du conflit au Pérou qui a adopté dans les années 90 le même type de lois telles que celles analysées par I. Sommier sur le repentir et la distanciation. Or, si à l'époque de la violence politique on assiste à un phénomène d'arrestations de masse, les individus détenus pour « délit de terrorisme » au Pérou ne représentent à l'heure actuelle qu'un petit millier de personnes hommes et femmes confondus⁸. On peut remarquer cependant que les divers discours justifiant leur mise à l'écart de la société⁹ ne cessent de se reproduire, laissant penser que ces individus, bien que peu nombreux, sont dotés d'un sens social et politique qui reste au centre de la sphère publique comme élément constitutif du domaine politique. Ainsi, plus que de dire que les prisonniers politiques souffrent d'invisibilisation sociale, il semble plus juste d'affirmer que leur statut au sein de la collectivité n'existe qu'au travers de la mise à l'écart du corps social.

Dans le cas qui nous intéresse ici, la prison n'est pas seulement l'instrument légal utilisé par l'Etat pour marquer son autorité et rétablir ses principes de cohésion sociale. Elle n'est pas seulement une punition, mais aussi un facteur identitaire. Ainsi, lorsque des

⁵ Alors que Sentier Lumineux déclarera « officiellement » la guerre à l'Etat péruvien en mai 1980, le MRTA débute ses premières actions armées un peu plus tard dans la décennie (83-85).

⁶ *Autogolpe* : coup d'Etat contre son propre gouvernement.

⁷ I. Sommier, « Repentir et dissociation en Italie. La fin des années de plomb ? », *Cultures et Conflits*, 4, 2000, p. 43-61.

⁸ Il est malheureusement très difficile d'avoir accès aux statistiques exactes concernant les détenus pour « délit de terrorisme ». En 2000, environ 800 détenus pour « délit de terrorisme acceptent d'être interviewés par des membres de la Commission Vérité et Réconciliation ». Mes observations personnelles m'amènent à penser qu'il ne reste aujourd'hui guère qu'une centaine de femmes détenues et entre 800 et 1 000 hommes. Il n'en reste pas moins que quel que soit leur nombre, les prisonniers politiques continuent à être perçus comme une menace et un facteur d'instabilité sociale.

⁹ La société péruvienne peut être considérée comme une société fracturée. S'il n'est absolument pas question de nier l'importance des pratiques et valeurs des communautés rurales et ethniques composant une part importante de la population globale, je me référerai essentiellement dans cet article aux sociétés urbaines blanches et métisses dont les diverses valeurs sont encore aujourd'hui les valeurs dominantes à l'échelle nationale en se présentant comme la norme dans le rapport à la citoyenneté.

arrestations massives eurent lieu dans les années 80, l'espace carcéral s'est converti en un lieu d'apprentissage et la grande majorité des individus ayant été arrêtés une première fois à cette époque retournèrent à leur sortie à leurs activités politiques. Si la prison constitue un stigmate et si l'enfermement entraîne une rupture des liens sociaux de l'individu, elle représente d'un autre côté une expérience limite dont l'acceptation passe par l'établissement de nouvelles normes et valeurs. En ce sens, l'engagement politique, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, reste l'un des repères les plus fondamentaux dans la construction d'une identité légitime des détenus pour « délit de terrorisme ». Les observations réalisées sur le terrain montrent que les détenus ayant résisté aux lois de repentir et de distanciation, s'ils ont souffert dans leurs conditions de détention, sont restés fortement intégrés au sein de structures sociales créées à partir de l'expérience de leur engagement dans le conflit, tandis que les autres ont dû faire face à une atomisation de leurs liens sociaux non seulement vis-à-vis des autres détenus, mais aussi vis-à-vis du personnel pénitentiaire en étant considérés comme des *soplones* (mouchards) ou des lâches.

La prison peut être alors considérée comme un élément ambigu dans la mesure où elle est différemment instrumentalisée selon qu'elle le soit depuis l'extérieur ou de l'intérieur. Alors qu'elle est censée écarter les individus considérés comme hors normes du reste de la société en provoquant un effet de rupture, elle peut représenter dans le cas présent un outil permettant d'établir une certaine continuité. Cela se doit en grande partie au fait que la majorité des personnes encore détenues aujourd'hui, ou récemment libérées¹⁰, avaient déjà été auparavant incluses dans un système d'institution totale de part leur expérience de la lutte armée. Si l'on se réfère ainsi à la catégorisation proposée par Goffman¹¹ des différents types d'institutions totales, on peut se rendre compte que les prisonniers politiques au Pérou, en intégrant la prison, ne font pour la plupart que passer d'un type d'institution totale à un autre, dans la mesure où ils étaient déjà engagés dans une structure totalitaire (type 4 décrit par Goffman : lorsque l'institution totale répond à une tâche spécifique à laquelle tout doit être sacrifié). On comprend alors que l'espace carcéral puisse représenter dans le cas présent, et ce malgré toutes les limitations qu'il impose de par sa définition même, un lieu au sein duquel puisse s'élaborer un ensemble d'actions collectives.

Le contrôle social et politique exercé sur les individus ayant à voir avec les groupes politiques subversifs (les prisonniers et leur famille) pousse les détenus politiques à élaborer de nouvelles stratégies de mobilisation collective. Le rôle des femmes apparaît ici comme primordial. Ainsi, s'il est certain que ces dernières représentent le premier vecteur entre les détenus et l'extérieur (en tant que mères, épouses, sœurs, car ce sont

¹⁰ Par « récemment libérées, je me réfère aux individus ayant été condamnés à une peine de prison pour avoir été reconnus comme militants dans l'un des deux groupes subversifs et qui ont été libérés à partir de 2000.

¹¹ E. Goffman, *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 46.

elles qui rendent le plus de visites), je m'intéresse ici avant tout aux stratégies élaborées par les prisonnières politiques détenues dans la prison de haute sécurité de Chorrillos (EP Chorrillos) dans le département de Lima. En effet, et comme je l'évoquais dans l'introduction, les prisonnières politiques ont dû faire face à une double discrimination dans la mesure où au stigmate représenté par leur engagement politique s'ajoutent les stéréotypes assimilés traditionnellement à leur sexe. De part leur participation militaire au conflit, les femmes ont d'une certaine manière brisé un tabou et donné le coup d'envoi d'une dynamique qui peut être considérée comme l'origine d'une nouvelle forme d'adaptation aux conditions d'enfermement.

LES PRISONNIÈRES POLITIQUES PÉRUVIENNES COMME ÉLITE DE LA POPULATION CARCÉRALE FÉMININE

Dynamiques de reproduction sociale chez les détenues de l'EP Chorrillos II

S'il est difficile de donner un chiffre exact quant à la participation des femmes au conflit armé péruvien des années 80 et 90, il semble tout du moins important de souligner qu'elles ont tenu un rôle stratégique tout autant dans les activités militaires que de lutte pour la paix. Les combattantes s'étant rendues le plus visibles restent cependant les femmes ayant milité aux côtés des groupes armés, et avant tout de Sentier Lumineux. Il est d'ailleurs intéressant de voir comment un mouvement aussi totalitaire a pu faire ainsi une plus grande place aux individualismes féminins plutôt qu'aux masculins : tandis que la seule personnalité masculine publiquement reconnue reste le chef suprême du parti Abimael Guzmán, une dizaine de femmes ont tout au long des deux décennies de conflit armé été reconnues comme des pièces maîtresses du mouvement. On estime que 40%¹² des membres de Sentier Lumineux étaient des femmes tandis qu'elles composaient plus de la moitié du Comité Central, organe suprême du parti. Autre exemple : suite à la capture d'Abimael Guzmán en septembre 1992, les quatre personnes les plus recherchées étaient des femmes dont on pensait qu'elles étaient les plus à même de restructurer le parti¹³.

Bien qu'il soit plus difficile d'évaluer le degré de participation des femmes au MRTA, ce serait une erreur de ne pas considérer qu'elles y aient joué un rôle important. De fait, si l'on se détache des actions strictement militaires pour considérer l'ensemble des activités nécessaires au déroulement de la lutte armée, on peut voir qu'il existe un nombre incalculable de fonctions qui, tout en restant dans l'ombre, font des femmes des actrices potentielles : les activités reproductives (cuisiner, tenir la maison), de renseignement, de propagande, de recrutement. Dans ce cas, il semble juste de considérer que les

¹² S. Roncagliolo, *La cuarta espada. La historia de Abimael Guzmán y Sendero Luminoso*, Buenos Aires, Debate, 2007, p. 172.

¹³ R. Mavila León, « Presente y futuro de las mujeres en la guerra », *Quehacer*, 79, 1992.

femmes ayant été condamnées pour « délit de terrorisme » sans avoir jamais tenu une arme mais parce qu'elles faisaient la cuisine pour les combattants ou parce qu'elles étaient leurs compagnes entrent alors elles dans la même catégorie que ces derniers. A partir de cette perspective, on peut donc imaginer que les femmes, loin de représenter une exception dans leur implication, ont fait preuve d'une réelle participation au conflit, quel que soit leur groupe d'appartenance.

Or, le traitement qui est réservé aux femmes détenues pour « délit de terrorisme » diffère sensiblement de celui appliqué à leurs homologues masculins. Cette différence s'explique en partie par le fait que pour la première fois dans l'histoire du Pérou émerge la figure d'une forme de « délinquance » féminine qui n'est pas celle de la pauvreté (vols, arnaques) mais bien celle d'une catégorie sociale qui, sans être homogène pour autant, peut être décrite comme l'un des symptômes de l'évolution du statut des femmes dans la société péruvienne. Ici le mot de « symptôme » semble convenir parfaitement à une situation qui a été perçue avant tout comme une déviance et qui a provoqué une « panique morale », comme le souligne Ricardo Caro Cardenas dans son article sur le traitement par la presse des figures d'Edith Lagos et de Carlota Tello, deux des premiers « célèbres » personnages féminins de Sentier Lumineux au début des années 1980¹⁴. Si l'ensemble des individus arrêtés à l'époque de la violence politique, hommes et femmes, ont subi diverses tortures et humiliations, on peut se rendre compte au fil des entretiens qu'un type de violence spécifique s'est dirigé à l'encontre des femmes, qui ne se traduit pas seulement par la pratique de violences sexuelles mais aussi par l'élaboration de stratégies et de discours caractéristiques construits par les autorités carcérales et policières qui ont alors « adapté » leur comportement au sexe des prévenus. Que ce soit en réponse aux insultes, aux justifications de maltraitance, ou aux menaces exercées sur la famille des détenues, les femmes ont dû alors élaborer des stratégies spécifiques pour pouvoir « résister » au sein de l'espace carcéral. Elles ont dû réagir à un type de traitement spécifique construit et justifié tout autant à partir de leurs actes politiques que de leur appartenance à un sexe défini. Par ce biais les prisonnières politiques péruviennes se sont alors construites une identité collective *sui generis*, en marge de l'ensemble de la population carcérale féminine, tandis que les hommes restent mieux intégrés à l'espace culturel et physique construit par la prison. Alors que ces derniers se voient impliqués dans une dynamique d'*adaptation*, les femmes vont plus tenter de *réformer* la prison en jouant sur la tension qui doit être maintenue entre opposition ouverte et négociation avec les autorités pénitentiaires.

Il n'en reste pas moins que les femmes détenues au pénitencier de haute sécurité de Chorrillos II présentent des caractéristiques qui diffèrent de celles des hommes condamnés pour les mêmes délits purgeant leur peine à Canto Grande dans l'Est de

¹⁴ R. Caro Cardenas, "Ser mujer, jóven y senderista : memoria de género y pánico moral en las percepciones del senderismo", *Allpanchis*, 67, 2006.

la capitale. Déjà en 1992, une recherche montre que les prisonnières politiques font preuve d'un niveau d'instruction plus élevé que leurs homologues masculins¹⁵. D'autre part, les résultats d'une enquête menée en 2005 par la *Junta De Andalucía* montrent les différences entre les populations carcérales féminines de Santa Mónica (pénitencier pour délinquantes communes) et de Chorrillos II (détenues politiques ou pour trafic de stupéfiants). On peut alors se rendre compte que les détenues de Chorrillos II, dont 69,3% sont à cette époque des prisonnières politiques, bénéficient d'un niveau d'instruction plus élevé que leurs homologues de Santa Mónica : 51,3% d'entre elles ont étudié à l'université contre 7,4% à Santa Mónica¹⁶. On peut aussi noter diverses variables socio-démographiques entre les deux groupes si l'on considère les différentes tranches d'âges représentées. Les femmes internées à Chorrillos II sont plus âgées dans la moyenne que celles de Santa Mónica, puisque 68,6% d'entre elles ont entre 30 et 44 ans en 2005 contre 42% à Santa Mónica qui en revanche abrite 38,3% des 18-30 ans (contre 8% à Chorrillos II)¹⁷. Des variables s'expriment aussi au travers des situations familiales. Si la majorité des détenues de l'un et l'autre établissement ne sont pas mariées, 78% des célibataires de Santa Mónica ont des enfants contre 44% de leurs homologues de Chorrillos II. De manière générale, si dans l'un comme dans l'autre des établissements les mères représentent une majorité, cette dernière ne s'élève qu'à 61% à Chorrillos II contre 84% à Santa Mónica¹⁸.

Ces quelques exemples de caractérisation socio-démographique de l'un et de l'autre groupe montrent comment les prisonnières politiques représentent dans le cas présent une population carcérale d'un genre nouveau. Nous sommes en effet face à un groupe mieux organisé qui peut voir dans la prison une continuité de son expérience dans la lutte armée. Or si la mobilisation politique a fortement décliné de nos jours, il n'en reste pas moins que les femmes de Chorrillos II ont bénéficié grâce à leur militantisme d'une expérience de l'action collective qu'elles réutilisent à des fins juridiques. Ainsi, bien que seulement 57% des détenues de Chorrillos II avaient eu la possibilité de voir un avocat dans les six derniers mois précédant l'enquête contre 75% à Santa Mónica, elles sont 74,4% à faire appel à un juriste indépendant (privé) alors que 46,7% des délinquantes communes consultent un avocat commis d'office¹⁹. Ce dernier point illustre le fait que l'organisation collective telle qu'elle se met en place au sein de Chorrillos II permet aux détenues de mieux maîtriser un budget mis en commun et au service de divers systèmes de solidarité. En ce sens, les liens sociaux qu'elles tissent à l'intérieur de la prison

¹⁵ C. Balbi, J. C. Callirgos, « Sendero y la mujer », *Quehacer*, 79, 1992.

¹⁶ B. Mapelli Caffarena, *La mujer en el sistema penitenciario peruano. Estudio sobre las condiciones de vida en el Establecimiento Penitenciario de Mujeres de Chorrillos y el Establecimiento Penitenciario de Regimen Cerrado Especial de Mujeres de Chorrillos*, Lima, Junta de Andalucía, 2006, graphique 4.1.

¹⁷ B. Mapelli Caffarena, *op. cit.*, graphique 2.1.

¹⁸ B. Mapelli Caffarena, *op. cit.*, graphiques 5.2, 5.3, 6 et 6.1.

¹⁹ B. Mapelli Caffarena, *op. cit.*, graphiques 16, 16.1 et 16.2.

participent de la création d'un vaste réseau de services informels qui passe avant tout par les relations familiales. Ici nous sommes devant une forme d'effacement de l'identité individuelle au service de la communauté qui est clairement mise en avant par les détenues, quel que soit le groupe politique auquel elles appartiennent. Ainsi, au cours des entretiens que j'ai pu réaliser à Chorrillos II, beaucoup m'ont raconté comment leurs compagnes de cellule leur sont devenues plus intimes que les membres de leur propre famille, et comment s'était construit un réseau de solidarité entre les mères des prisonnières politiques, cette solidarité rejaillissant sur l'organisation collective en prison « la mère de l'une est la mère de toutes les autres ».

Les prisonnières politiques de Chorrillos II se présentent en définitive comme une sorte « d'élite carcérale ». D'abord parce qu'elles vivent la prison comme la conséquence de leurs actes et donc comme une forme de choix et ce qui leur permet d'instrumentaliser l'espace carcéral comme un espace de mobilisation. En outre, depuis le début de leur incarcération, et parce que cette dernière pendant plus de dix ans s'est déroulée sous des conditions telles qu'elle peut être assimilée à des actions de tortures physiques et psychologiques, les prisonnières politiques n'ont de cesse de se mobiliser pour faire valoir leur droit, en équilibrant à la fois les actions violentes d'opposition (grèves de la faim, barricades, destruction du matériel) et les initiatives de négociation (élection d'une « représentante de pavillon », réunion avec les autorités pénitentiaires, pétitions formelles, organisation de journées spéciales), ces dernières allant jusqu'à des marques d'affection entre les détenues et leurs gardiennes. Ainsi l'une d'entre elles me parlait du jour où la police, jusque là en charge du pénitencier de Chorrillos II, avait été remplacée par le personnel de l'INPE²⁰ et comment les femmes policières avaient fait leurs adieux aux détenues : « Tu peux pas savoir, la plupart des fliquettes, elles pleuraient. Et nous aussi. On savait que ce serait plus compliqué de cohabiter avec les gens de l'INPE ».

Familièrement, on pourrait ainsi affirmer que les prisonnières politiques de Chorrillos II représentent « la crème des détenues », idée qui se justifie tout aussi bien à partir des statistiques que des discours, qu'ils soient produits par les détenues elles-mêmes ou par leurs gardiennes. Le visiteur qui entre à Chorrillos II bénéficie de beaucoup plus d'égards que celui qui se rend à Santa Mónica, la fouille au corps est moins poussée et la négociation entre le visiteur et l'autorité plus souple. Un fossé s'étend donc entre les délinquantes communes et les prisonnières politiques, non seulement parce qu'elles vivent dans des espaces différents (bien que de plus en plus de délinquantes communes soient incarcérées à Chorrillos II par manque de place), mais aussi parce que les prisonnières politiques, pour faire valoir leur supériorité, s'appuient sur « la médiocrité » des femmes incarcérées à Santa Mónica. Lorsque certaines des détenues politiques ont

²⁰ *Instituto Nacional Penitenciario* dont le personnel, civil, remplace en 2006 les membres de la Police Nationale chargée d'administrer le pénitencier pour femmes de Chorillos II. En ce qui concerne les hommes, le pénitencier de Canto Grande est encore à ce jour sous contrôle de la police.

été internées avec les délinquantes communes, il s'agissait avant tout d'une « punition ». Celles ayant ainsi été mêlées aux délinquantes communes parlent du fait que ces dernières « ne sont pas disciplinées », « qu'elles n'ont pas toujours une bonne hygiène » et qu'elles ne savent pas s'organiser ni se défendre. L'une de mes interviewées me racontait que lorsque les prisonnières du MRTA, alors internées à Santa Mónica, avaient été déplacées à Chorrillos II, les « communes » ne voulaient pas les laisser partir parce qu'elles cesseraient alors de bénéficier du mode d'organisation collective mis en place par celles du MRTA. Ainsi, d'une certaine manière, une forme de relation de domination de type patriarcal s'est établie entre les délinquantes politiques et les délinquantes communes. Dans ce cas une nouvelle féminité se présente, comme valeur essentielle, et est reconstruite à travers de nouveaux repères moraux tels que l'engagement politique, l'organisation collective, le raffinement intellectuel (les détenues politiques sont toutes extrêmement soignées de leur personne, et leurs cellules et espaces communs sont impeccables).

Ainsi, bien qu'un certain paternalisme puisse être interprété à partir des relations entretenues entre délinquantes communes et prisonnières politiques, on assiste dans ce cas à une sorte de « renversement » des valeurs : plus on est femme, plus on « monte dans la hiérarchie ». A partir de cette perspective, il est intéressant de voir que l'identité de genre est étroitement associée à l'identité politique et que cette double face fait partie de l'élaboration d'une stratégie de résistance non seulement vis-à-vis des contraintes carcérales mais aussi face aux tentatives d'invisibilisation dont sont victimes les prisonnières politiques au sein de la sphère publique. La longueur des peines auxquelles elles sont condamnées, le régime d'enfermement et l'opinion publique telle qu'elle s'exprime aujourd'hui dans la société péruvienne urbaine, font qu'une réhabilitation de leur identité sociale puisse justifier une stratégie mêlant la perspective de genre et l'implication politique. De cette manière les femmes détenues à Chorrillos II représentent non seulement une élite par rapport à l'ensemble de la population carcérale féminine mais aussi par rapport à l'ensemble des prisonniers politiques tous sexes confondus.

Ce serait une erreur cependant de passer sous silence les différentes fractures qui existent au sein du groupe des détenues politiques de Chorrillos II. Leur militance (MRTA ou Sentier Lumineux), le pavillon où elles sont internées, mais aussi leur trajectoire avant et pendant leur détention (à savoir si elles se sont repenties ou « distancées », ou si elles sont restées « fidèles » à leur cause), influent considérablement sur la constitution de sous-catégories au sein du groupe. Les détenues ayant continué à revendiquer leur engagement politique représentent celles qui le plus incitent à des mobilisations collectives, et même s'il existe de grandes différences entre celles du MRTA et de Sentier Lumineux, ce sont à partir de leurs actions que se profile un nouveau modèle de résistance au sein de l'espace carcéral. La question est donc de savoir en quoi ce nouveau modèle peut influencer sur le comportement et les représentations de l'ensemble des pri-

sonniers politiques, non seulement vis-à-vis de leurs stratégies de survie dans la prison mais aussi vis-à-vis de leur légitimation sociale au sein de la sphère publique.

« BIOLOGISATION » DU RISQUE ET RÉINVENTION DES MODES D'ACTION COLLECTIVE DE RÉSISTANCE

Un exemple à partir des femmes prisonnières politiques ?

Nous avons vu que les femmes ont bénéficié pendant le conflit armé d'une visibilité inédite. Des personnages célèbres ont vu le jour, des personnages dont la vie est narrée comme une épopée. Bien que cette visibilisation ait été construite pour dégager des valeurs plutôt négatives, elle a en quelque sorte permis l'établissement d'une identité distanciée du simple engagement politique qui représente les bases d'une survie de l'existence sociale dans et en dehors de la prison. Or si les prisonniers politiques péruviens réussissent à maintenir un lien avec l'extérieur c'est en grande partie grâce à la continuité de leurs réseaux privés. La famille apparaît ici comme une institution indispensable dans la mesure où c'est elle qui permet des échanges à double sens entre l'intérieur et l'extérieur, les femmes jouant un rôle primordial puisque ce sont elles en majorité (mères, sœurs, compagnes) qui se mobilisent autour de la personne incarcérée en lui préservant sa place au sein de la famille et donc de la société.

Un autre point important à souligner est celui soulevé par M. Foucault dans *Surveiller et punir*²¹, lorsqu'il évoque le contrôle des corps symbolisé par la peine d'enfermement. Si les théories avancées par M. Foucault peuvent être discutées, tout du moins est-il intéressant de se demander en quoi les prisonniers politiques péruviens représentent dans leur ensemble un corps pensé comme une personne morale, qui serait construit et appréhendé par la société comme une valeur négative et qu'il serait nécessaire de « discipliner ». Le rapport au corps semble ici essentiel. De fait l'enfermement issu de l'application d'une peine de prison est porteur d'un certain nombre de *sens* et de significations selon les caractéristiques liées à chacun des individus concernés. Dans la grande majorité des cas cependant, il est utilisé dans le but de soustraire l'individu déviant de l'ensemble de la société, et ce, non seulement dans l'intention de protéger cette dernière, mais aussi dans la volonté de marquer un corps du sceau de sa culpabilité. En ce sens, la détention peut être interprétée comme la représentation de la mise à l'écart de l'individu. Il s'agit alors d'insister sur ce principe de « représentation ». En effet, si le processus d'invisibilisation passe totalement inaperçu, il perd alors de son efficacité. La peine d'emprisonnement peut être associée à une volonté de discipliner les corps, cette discipline ne se dirigeant pas seulement aux individus défiant les règles établies par l'ensemble de la communauté mais aussi à ceux qui pourraient être tentés de suivre leur exemple. Dans ce cas un minimum d'exposition de la personne que l'on

²¹ M. Foucault, *Surveiller et punir*, [1975], Paris, Gallimard, 2006.

souhaite soustraire à la sphère publique est nécessaire. Les procès jouent alors un rôle extrêmement important puisqu'ils sont les éléments permettant la mise en représentation de l'application de la justice en faisant appel aux valeurs collectives érigées en tant que normes sociales. Cette dynamique est très bien expliquée par Mark Osiel dans son analyse des procès établis pour juger les crimes de masse²². Bien que le cas auquel nous nous intéressons dans cet article s'articule autour d'un contexte différent de celui défini par M. Osiel, on peut penser aux différents épisodes juridiques ayant marqué les initiatives pénales à l'encontre des personnes convaincues d'avoir participé à l'un ou l'autre des mouvements subversifs comme faisant partie de cette catégorie. Ici la prison n'est donc pas seulement un outil d'application de la discipline, elle se constitue aussi comme l'expression d'un stigmate indélébile qui marquera l'individu tout au long de sa trajectoire de vie. La prison peut donc être considérée comme une référence et une justification d'initiatives visant à préserver la société de la menace représentée par « les terroristes » et ce même après leur libération.

Les prisonniers politiques péruviens peuvent alors être considérés comme des éléments constitutifs d'un contrôle social particulier dont la fonction est de justifier la mise en pratique de politiques sécuritaires et l'adoption d'initiatives légales spécifiques. Or, si l'on décide de se référer à ce groupe en tant que corps social spécifique, il semble nécessaire de le sexualiser, en partant du principe qu'il est impossible d'établir une neutralité du genre quel que soit l'objet observé et interprété. Ainsi, les personnes condamnées pour « délit de terrorisme », en étant publiquement présentées comme vaincues, contrôlées et neutralisées, en perdant leur droit à la citoyenneté, entrent dans une catégorie sociale qui peut être vue comme féminisée, le féminin constituant le référent de la passivité et du « contrôlable ». Par conséquent, le statut du prisonnier n'est pas loin de s'apparenter au statut social traditionnellement réservé aux femmes en étant l'objet « d'une soustraction physique et symbolique de l'individu du cours social ordinaire et de la visibilité publique [...] destitué de son droit à l'action et à la parole. »²³

On comprend alors pourquoi les stratégies spécifiques élaborées par les femmes prisonnières politiques puissent être considérées comme valides pour l'ensemble des détenus politiques au Pérou, ces stratégies ne visant pas seulement à assurer une survie au sein de l'espace carcéral mais aussi à resserrer les réseaux sociaux s'établissant par le biais des acteurs intermédiaires. Ces derniers sont essentiellement des femmes, qui en tant que mères, épouses ou filles, mais aussi en tant que détenues, ont su élaborer un ensemble de revendications qui peuvent être traduites selon trois catégories différentes : l'amélioration des conditions de détention, la survie de l'identité sociale individuelle en dehors des murs de la prison, et enfin et surtout la récupération d'une

²² M. Osiel, *Juger les crimes de masse. La mémoire collective et le droit*, Paris, Seuil, 2006, p. 55.

²³ P. Artières, P. Lascombes et G. Salle, « Prison et résistances politiques. Le grondement de la bataille », *Cultures et Conflits*, 55 ; 2004, p. 5-14.

identité collective du groupe dont l'histoire et les actes ont été depuis la fin du conflit armé interprétés à sens unique, de l'Etat vers l'opinion publique. Nous pouvons donc penser que les actions menées par les femmes construisent et définissent un rapport à la citoyenneté qui reprendraient différentes valeurs de celles qui composent chacun des quatre types décrits par Caroline Touraut²⁴. Dans ses recherches sur les ruptures et continuités du rapport entretenu par les détenus avec la citoyenneté, elle montre en effet que cette dernière notion, qu'elle soit en position de rejet ou de recherche de la part des sujets, reste un facteur constant dans l'analyse des trajectoires d'enfermement. Dans le cas des prisonniers politiques péruviens on peut cependant se rendre compte que le rapport à la citoyenneté, s'il est bien présent, reste conditionné à la continuité des rapports sociaux établis dans l'espace carcéral et la sphère familiale. L'observation des différentes dynamiques issues de la mobilisation collective des prisonnières politiques péruviennes apparaît donc comme pertinente non seulement pour une recherche de nouvelles analyses empiriques sur les populations carcérales mais aussi pour une interprétation des différentes stratégies définies par des mouvements sociaux légalement marginalisés et neutralisés dans leur action politique dans le contexte de conflit des années 1980. Ici, les femmes apparaissent comme une issue et une voie d'échappatoire au contrôle d'Etat traditionnellement construit selon des rapports sociaux de sexes inspirés de la domination masculine.

Nous avons vu que l'identité sociale et politique des prisonniers politiques péruviens reste empreinte aujourd'hui d'une forte ambiguïté et est l'expression d'un certain nombre de paradoxes. Officiellement mis en marge de la citoyenneté et des valeurs dominantes, ils n'en restent pas moins à la fois les témoins et les acteurs d'une époque qui a définitivement marqué l'ensemble des valeurs de la société péruvienne. Du point de vue de l'opinion publique, le groupe de prisonniers politiques permet alors d'accéder à une forme de consensus de par la reconnaissance publique de leur culpabilité, ce qui n'est pas sans importance dans une société fracturée, fragmentée et hétérogène telle qu'elle se présente au Pérou. Les militants politiques encore détenus aujourd'hui au Pérou traduisent, de par leurs actions, pensées et situations actuelles l'ensemble des bouleversements politiques et sociaux ayant marqué l'entrée du pays dans le 21^{ème} siècle. On comprend alors comment ce groupe sous-représenté tente d'établir de nouvelles dynamiques d'affirmation de son identité collective, et comment les mobilisations spécifiques aux prisonnières politiques peuvent servir de modèle de référence à l'ensemble du groupe. Malgré une forte continuité des rapports sociaux de sexes traditionnels, les femmes depuis les années 70 ont au Pérou réussi à s'imposer en tant qu'actrices de la sphère publique expérimentant ainsi de nouvelles formes de mobilisations collectives, au point de se rendre maîtresses de certains espaces et catégories sociaux. Ce phénomène est pris en compte notamment par Rolando Arellano dans sa tentative de caté-

²⁴ C. Touraut, « Etudes dynamique des rapports à la citoyenneté d'acteurs incarcérés », *Champ pénal*, vol. II, 2005.

gorisation de la société péruvienne quand il considère que les femmes représentent la majorité de deux des neufs types « de styles de vie péruviens » proposés dans son analyse²⁵. On comprend alors que l'adoption de la perspective de genre dans l'analyse des mouvements sociaux n'est pas seulement utile dans le cadre des études féministes, mais qu'elle permet aussi de mettre en lumière la naissance d'une nouvelle culture de contestation produite et consommée par l'ensemble des deux sexes.

²⁵R. Arellano Cueva, *Los estilos de vida en el Perú. Cómo somos y pensamos los peruanos del siglo XXI*, Lima, Arellanomarketing, 2000, p. 106-107.

BIBLIOGRAPHIE

- ARELLANO CUEVA R., *Los estilos de vida en el Perú. Cómo somos y pensamos los peruanos del siglo XXI*, Lima, Arellanomarketing, 2000, p. 106-107.
- ARTIÈRES P., LASCOUMES Pierre et SALLE Grégory, « Prison et résistances politiques. Le grondement de la bataille », *Cultures et Conflits*, 55 ; 2004, p. 5-14.
- BALBI C., CALLIRGS J. C., « Sendero y la mujer », *Quebacer*, 79, 1992, p. 50-53.
- CARO CARDENAS R., « Ser mujer, jóven y senderista : memoria de género y pánico moral en las percepciones del senderismo », *Allpanchis*, 67, 2006, p. 125-156.
- DURAND F., *El Perú fracturado. Formalidad, informalidad y economía delictiva*, Lima, Fondo Editorial del Congreso del Perú, 2007.
- FOUCAULT M., « Le pouvoir une bête magnifique », *Dits et écrits*, t.3, Paris, Gallimard, 1994.
- _____, [1975], *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 2006.
- GOFFMAN E., *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Ed. de Minuit, 1968.
- MAPELLI CAFARENA B., *La mujer en el sistema penitenciario peruano. Estudio sobre las condiciones de vida en el Establecimiento Penitenciario de Mujeres de Chorrillos y el Establecimiento Penitenciario de Regimen Cerrado Especial de Mujeres de Chorrillos*, Lima, Junta de Andalucía, 2006.
- MAVILA LEON R., « Presente y futuro de las mujeres en la guerra », *Quebacer*, 79, 1992, p. 45-49.
- MOUCHARD D., LEFRANC S., « Réconcilier, réprimer : les « années de plomb » en Italie et les transitions démocratiques dans le cône Sud latino-américain », *Cultures et Conflits*, 4, 2000.
- OSIEL M., *Juger les crimes de masse. La mémoire collective et le droit*, Paris, Seuil, 2006.
- RONCAGLIOLO S., *La cuarta espada. La historia de Abimael Guzmán y Sendero Luminoso*, Buenos Aires, Debate, 2007.
- SOMMIER I., « Repentir et dissociation en Italie. La fin des années de plomb ? », *Cultures et Conflits*, 4, 2000.
- TOURAUT C., « Études dynamique des rapports à la citoyenneté d'acteurs incarcérés », *Champ pénal*, vol. II, 2005.